

Communiqué du Conseil d'Etat

14 octobre 2010

La version Internet fait foi

Sommaire

Genève internationale.....	4
Solidarité internationale : soutien à la lutte contre la lèpre	4
Genève-Confédération	5
Sixième révision de l'assurance-invalidité – deuxième volet : Genève émet des réserves	5
Oui au projet de révision de la loi fédérale sur l'alcool.....	5
Genève favorable à la révision de l'ordonnance sur l'infrastructure aéronautique	6
Genève	7
Rencontre quadriennale avec des représentants de l'UAPG et de la CCIG	7
Approbation des derniers comptes de la Fondation de valorisation des actifs de la Banque cantonale de Genève.....	7
Renouvellement du mandat du recteur de l'Université	8
Stationnement : nouveau contrat de prestation avec la Fondation des parkings et nouveau macaron pour les professionnels	8
Aides et soins à domicile : tarifs des prestations de la FSASD pour 2011	9
Nominations.....	11
Agenda des invitations à la presse	12

Solidarité internationale : soutien à la lutte contre la lèpre

Le Conseil d'Etat a octroyé un montant total de 300'000 francs sur trois ans (2010-2012) à la [Fondation CIOMAL \(Campagne internationale de l'Ordre de Malte contre la lèpre\)](#) pour financer un projet socio-médical qui vise à soigner et prévenir la lèpre au Cambodge.

Ce programme fournira des soins médicaux et chirurgicaux gratuits dans le seul centre de référence du pays pour les complications dues à la lèpre. Il permettra aussi de former des étudiant-e-s en médecine ainsi que des professionnel-le-s locaux médicaux et paramédicaux.

Le projet, qui s'inscrit dans le cadre du Programme national d'élimination de la lèpre, comporte également un volet social. D'une part, il prévoit la réhabilitation socio-économique des ancien-ne-s patient-e-s par le biais de bourses et de microcrédits. D'autre part, il entend faire de la prévention à l'échelle nationale en sensibilisant un public cible de 20'000 ouvrières du textile qui, à leur tour, distribueront de la documentation dans leurs villages lorsqu'elles y retourneront à l'occasion de fêtes annuelles.



Pour toute information complémentaire : Mme Susana Simoes Abbasi, chargée de projets, service de la solidarité internationale, DSPE, ☎ 022 388 15 44.

Genève-Confédération

Sixième révision de l'assurance-invalidité – deuxième volet : Genève émet des réserves

Le Conseil d'Etat a fait part de ses réserves concernant le deuxième volet de la sixième révision de l'assurance-invalidité (AI), mis en consultation par le Département fédéral de l'intérieur.

La nécessité de désendetter l'AI et de garantir son équilibre financier à long terme sont des objectifs incontestés. Le Conseil d'Etat est donc favorable aux nouvelles dispositions visant à renforcer les instruments de réinsertion et à faciliter les actions de prévention. Il approuve également le nouveau système de calcul linéaire des rentes, car celui-ci encourage les assurés à reprendre une activité lucrative et permet de supprimer les effets de seuil induits par les quotités de rentes actuelles.

En revanche, le gouvernement genevois ne souscrit pas à la diminution des rentes pour enfants. En effet, cette mesure contredit l'effort fait par plusieurs cantons – dont Genève – pour améliorer la situation des familles par la création de prestations complémentaires familiales. En outre, le Conseil d'Etat estime cette révision prématurée, car les effets de la précédente n'ont pas encore pu être évalués avec assez de recul.

Enfin, un rééquilibrage des contributions entre la Confédération et les cantons devrait être prévu afin de compenser les charges additionnelles imposées à ceux-ci au fil des révisions de différentes législations en matière d'assurances sociales.

*Pour toute information complémentaire : M. Marc Maugué, directeur général de l'action sociale, DSE,
☎ 022 546 51 45.*

Oui au projet de révision de la loi fédérale sur l'alcool

Le Conseil d'Etat approuve globalement la révision totale de la [loi sur l'alcool](#), mise en consultation par le Département fédéral des finances.

Le gouvernement salue particulièrement la création, dans le cadre de cette révision, des deux lois suivantes :

- une [loi sur l'imposition des spiritueux](#), qui permet de libéraliser le marché des boissons spiritueuses et de l'éthanol et de simplifier le système d'imposition et de contrôle ;
- une [loi sur l'alcool](#), qui permet de garantir une politique de régulation plus cohérente au niveau du marché des boissons alcooliques et de tenir compte des changements intervenus dans le commerce et la consommation.

Cette solution permet en outre une distinction entre les intérêts de la Confédération qui relèvent du fisc et ceux qui relèvent de la santé publique.

Le Conseil d'Etat salue enfin l'adoption de mesures complémentaires destinées, d'une part, à prévenir toute incitation à consommer davantage d'alcool et, d'autre part, à protéger la jeunesse. A cet égard, il demande que le Conseil fédéral s'engage à adapter les taux d'imposition des spiritueux au renchérissement et que la distinction entre les boissons distillées et les boissons fermentées ne soit pas faite en matière de limitation de la publicité ni en matière d'offres avantageuses.

Pour toute information complémentaire : M. Jacques Folly, directeur du service du commerce, DARES, ☎ 022 388 39 26.

Genève favorable à la révision de l'ordonnance sur l'infrastructure aéronautique

Le Conseil d'Etat a répondu à une procédure de consultation lancée par le Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication, portant sur la révision de l'[ordonnance sur l'infrastructure aéronautique \(OSIA\)](#).

Dans sa réponse, le gouvernement genevois indique qu'il approuve les adaptations proposées, conformes à la nouvelle législation en matière d'aviation civile. Celles-ci définissent plus clairement les compétences pour délivrer des autorisations particulières d'atterrissage ou de survol en situation de crise (comme le nuage de cendres volcaniques en avril dernier) ou lors d'événements internationaux majeurs comme l'Eurofoot 2008.

Pour toute information complémentaire : M. Bernard Favre, secrétaire général adjoint, DSE, ☎ 022 546 54 10.

Rencontre quadriennale avec des représentants de l'UAPG et de la CCIG

Le Conseil d'Etat a reçu des représentants de l'Union des associations patronales genevoises (UAPG) et de la Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève (CCIG), dans le cadre du traditionnel déjeuner de travail quadriennal.

Cette rencontre a été l'occasion d'aborder différents dossiers en cours, parmi lesquels le projet d'aménagement Praille-Acacias-Vernets (PAV) et l'aéroport international de Genève.

Approbation des derniers comptes de la Fondation de valorisation des actifs de la Banque cantonale de Genève

Le Conseil d'Etat a adopté les comptes annuels révisés au 31 décembre 2009 de la Fondation de valorisation des actifs de la Banque cantonale de Genève. Il soumet au Grand Conseil son rapport relatif à ces comptes, accompagné du rapport de gestion et comptes du Collège des liquidateurs de la Fondation. Ces comptes sont ainsi les derniers de la fondation, qui a été dissoute au 31 décembre 2009, date à partir de laquelle l'Etat a repris ses actifs et passifs résiduels.

Dans son rapport, le Conseil d'Etat constate que les conditions du marché immobilier sont demeurées favorables durant l'année 2009, permettant de poursuivre les réalisations d'objets à des prix favorisant la minimisation des pertes pour l'Etat. Quarante-huit objets immobiliers ont été vendus durant l'année. Les créances réalisées se sont élevées à 248 millions de francs, montant auquel s'ajoutent 35 millions de francs de créances remboursées. Le désengagement atteint ainsi 283 millions en 2009. En fin d'année, il restait cinquante objets à vendre concernant vingt-sept dossiers, représentant un montant de 162 millions de francs de créances restantes reprises dans les comptes de l'Etat, qui finalise lui-même les dernières réalisations.

Au total, à fin 2009, les créances immobilières ont été liquidées à hauteur de 5,281 milliards de francs, soit 97% du montant cédé à l'origine par la banque, additionné des investissements effectués entre 2000 et 2009 par la fondation sur certains biens pour en favoriser les conditions de vente. Quant aux créances remboursées par des débiteurs, elles se sont élevées à 363 millions de francs depuis 2000. Les pertes réalisées cumulées au 31 décembre 2009 se montent à 1,99 milliard de francs, avec un taux de perte moyen cumulé de 37,7%.

La perte finale de l'Etat projetée à fin 2009 se monte à 1,976 milliard de francs, montant qui, compte tenu des ventes 2010 effectuées et en cours, sera encore réduit de plus de 20 millions.

Pour toute information complémentaire : Mme Sylvie Penel, économiste, DF, ☎ 022 546 13 06.

Renouvellement du mandat du recteur de l'Université



Sur proposition de l'Assemblée de l'Université, le Conseil d'Etat a renouvelé le mandat du recteur de l'Université, M. **Jean-Dominique Vassalli**, pour une période de quatre années de 2011 à 2015.

A l'instar de l'Assemblée de l'Université, le Conseil d'Etat réitère sa confiance au recteur Vassalli qui a su établir des liens étroits et constructifs avec les autorités politiques. Le Conseil d'Etat salue le travail accompli par l'actuel rectorat, notamment dans la mise en œuvre de la nouvelle loi sur l'Université entrée en vigueur le 17 mars 2009. Le gouvernement est convaincu qu'un second mandat du recteur permettra de garantir la cohérence et la continuité dans les différents grands projets engagés. Il soutient pleinement le recteur dans son action pour affronter les défis

actuels et futurs qui attendent l'Université de Genève dans le contexte de changement du paysage suisse des hautes écoles.

Né à Genève en 1946, le recteur Vassalli a obtenu son diplôme fédéral de médecin à l'Université de Genève en 1972, son doctorat ès sciences (PhD) à Rockefeller University en 1977 et son doctorat en médecine à l'Université de Genève en 1984. Sa réputation scientifique est incontestée ; sa connaissance du monde universitaire genevois, suisse et international, sa large expérience au sein de l'Université en qualité de vice-doyen de la faculté de médecine de 1991 à 1999, puis de vice-recteur de 1999 à 2003, puis comme recteur depuis juillet 2007 (voir [point de presse du 20 décembre 2006](#)), lui confèrent une expérience et un recul essentiels à l'accomplissement de sa mission.

Le Conseil d'Etat souhaite plein succès à Jean-Dominique Vassalli dans le cadre de son second mandat de recteur au sein de l'Université de Genève.

Pour toute information complémentaire : Mme Tamara Diaz Nootenboom, adjointe à l'unité de l'enseignement supérieur, DIP, ☎ 022 546 69 15.

Stationnement : nouveau contrat de prestation avec la Fondation des parkings et nouveau macaron pour les professionnels

Grâce à l'activité de contrôle exercée par les agents de la Fondation des parkings (FP), le stationnement illicite a diminué durant l'année 2010. C'est le constat dressé par le département de l'intérieur et de la mobilité (DIM) à l'issue d'un bilan effectué suite au contrat de prestations conclu entre l'Etat de Genève et la Fondation des parkings (FP) portant sur le contrôle du stationnement sur le territoire de la ville de Genève pour l'année 2010.

Ce bilan a permis à la direction générale de la mobilité (DGM) de fixer de manière plus précise les objectifs et indicateurs du nouveau contrat de prestations entre l'Etat et la FP pour les années 2011 à 2013. Le projet de loi y relatif a été transmis ce jour par le Conseil d'Etat au Grand Conseil. Le nouveau contrat de prestations s'inscrit dans le cadre de la politique du stationnement du Conseil d'Etat, fixée par le premier plan directeur du stationnement du canton.

Selon le nouveau contrat de prestation, la Fondation des parkings s'engage, comme en 2010, à effectuer trois types de contrôles : le contrôle systématique des places de stationnement aux heures et jours ouvrables, le contrôle du stationnement illicite et le contrôle « complémentaire », qui s'effectue de manière ponctuelle et ciblée à des situations « qui nuisent ».

Afin de mesurer la prestation du contrôle du stationnement, deux indicateurs ont été fixés par les partenaires du contrat : le premier mesure le taux de contrôle quotidien moyen minimum du stationnement sur l'ensemble

de la ville de Genève (quarante-et-une zones); le second mesure la répartition géographique du contrôle du stationnement en ville de Genève. Il sert à s'assurer que la prestation est régulièrement réalisée dans les différentes zones.

Nouveau macaron multizones « plus »

Avec ce nouveau contrat de prestations, des solutions sont été apportées aux diverses questions en lien avec la gestion des déplacements professionnels. Un nouveau macaron multizones « plus » a été créé sur proposition du groupe « transport professionnel », réunissant les milieux concernés et la DGM.

Ce macaron est destiné aux entreprises amenées à se déplacer très souvent, à savoir celles approvisionnant les chantiers, celles usant de camionnettes-outil ou de véhicules pour les interventions d'urgence. Les conditions de délivrance du macaron sont strictes afin d'éviter tout abus. Le prix de vente a été fixé à 10 francs pour la demi-journée et à 20 francs pour la journée. Ce macaron délivré par la Fondation des parkings octroie la possibilité à ces entreprises de stationner sur les places de parc munies de parcomètres ou d'horodateurs, en sus des places en zones bleues, dans l'hyper centre-ville (Saint-Gervais, Cité, Bastions). Ainsi, les entreprises concernées auront des facilités de stationnement sur 85% du territoire de la ville de Genève, y compris dans l'hyper-centre, où il n'existe pas de zones bleues.

Afin de permettre la mise en place de ce nouvel instrument, le Conseil d'Etat a modifié l'article 7G du [règlement d'exécution de la loi d'application de la législation fédérale sur la circulation routière](#), de même que la carte qui lui est annexée. Cette modification touche également le macaron multizones existant, qui est rebaptisé « macaron multizones "tout public" ». Celui-ci peut être acheté par tous les automobilistes pour une journée entière, en sus de la demi-journée, aux mêmes prix que le macaron multizones « plus ».

*Pour toute information complémentaire : M. David Favre, secrétaire général adjoint chargé de la mobilité, DIM,
☎ 022 327 96 05.*

Aides et soins à domicile : tarifs des prestations de la FSASD pour 2011

Conformément aux dispositions légales en vigueur et compte tenu du fait que les tarifs non LAMal n'ont pas augmenté depuis 2009, le Conseil d'Etat a fixé pour l'année 2011 les tarifs des prestations fournies par la Fondation des services d'aide et de soins à domicile (FSASD) qui ne sont pas à charge de l'assurance obligatoire des soins en cas de maladie :

- Prestations d'aide au ménage..... : 29,70 francs par heure (+ 1,40)
- Coût unitaire des repas à domicile..... : 15,60 francs (+ 0,80)
- Forfait d'installation des appareils de sécurité..... : 139,20 francs par installation (+ 6,60)
- Tarif de location des appareils de sécurité..... : 32,10 francs par mois (+ 1,50)
- Tarif de location des appareils de sécurité à
signalisation lumineuse..... : 13,20 francs par mois (+ 1,20)
- Tarif de l'aide aux familles..... : 14,90 francs par heure (+ 5,40)
- Tarif d'hébergement en unité d'accueil temporaire de répit
(UATR), hors soins..... : 97 francs par jour (nouvelle prestation)
- Tarif de veille de nuit (aligné sur le tarif d'hébergement des lits
UATR)..... : 97 francs par nuit (- 52,60)

Des rabais progressifs par tranches de 10% sont applicables en fonction du revenu déterminant du client jusqu'à un maximum de 50% pour tous les tarifs ci-dessus (hormis l'aide aux familles, les UATR et la veille de nuit).

Pour toute information complémentaire : M. Michel Mansey, directeur général de la Fondation des services d'aide et de soins à domicile, ☎ 022 420 20 00.

Nominations

Nouveau secrétaire général du département des finances

Le Conseil d'Etat a nommé M. **Jacques Beuchat** au poste de secrétaire général du département des finances (DF).

Né à Genève en 1955, M. Beuchat est titulaire d'une licence en sciences économiques et sociales, mention histoire économique, de l'Université de Genève. Après l'obtention de son diplôme, il a occupé un poste d'assistant à l'institut d'histoire économique et sociale de la Westfälische Wilhelms-Universität de Münster, en Allemagne. Il maîtrise parfaitement l'allemand et l'anglais.

Sur le plan professionnel, M. Beuchat a effectué l'essentiel de sa carrière dans le secteur bancaire, à Genève, à Zurich et à Tokyo, où il a occupé diverses fonctions dans le domaine de l'analyse financière et de la gestion de portefeuilles.

M. Beuchat a rejoint le DF le 1^{er} avril 2010 en tant que secrétaire général adjoint chargé notamment du pilotage et de la coordination des affaires stratégiques relatives aux finances de l'Etat. Il y a pris en charge plusieurs dossiers importants, tel celui de la [péréquation financière intercantonale](#).

Dans sa nouvelle fonction à la tête de l'état-major départemental, M. Beuchat conduira la préparation et le suivi des dossiers traités par le conseiller d'Etat et assurera le lien permanent et la bonne coordination entre le niveau stratégique et politique et la partie opérationnelle incarnée par les directions générales du département.

Pour toute information complémentaire : M. David Hiler, conseiller d'Etat, en contactant M. Roland Godel, secrétaire général adjoint, DF, ☎ 022 327 98 07.



Agenda des invitations à la presse

Sous réserve de modifications

DATE	SUJET	LIEU	DPT	CONTACT
18 octobre 9h00	Evolution du potentiel de sous-enchère salariale	Salle des Fiefs 2, rue de l'Hôtel de Ville	DSE	Bernard Favre ☎ 022 546 54 10
11 novembre dès 8h15 (journée entière)	10 ^e Journée du logement	Uptown Geneva 2, rue de la Servette	DCTI	Rafaèle Gross ☎ 022 327 94 24
26 novembre 17h00	Vernissage du livre du Projet d'agglomération « Genève aggro 2030, un projet pour dépasser les frontières »	Librairie et brasserie des Halles de l'Île	DCTI	Marie Caruso (Projet d'agglomération) ☎ +33 (0)450 04 54 08